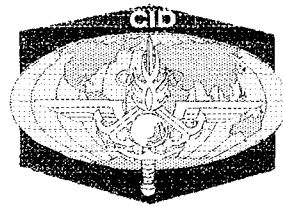
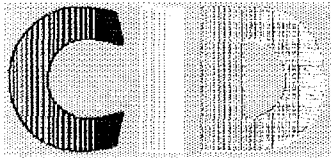


1998-58.



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



LA PALESTINE :

UN PARTAGE DU SOL EST-IL POSSIBLE ?

RESUME :

Malgré les accords de paix promis entre l'état d'Israël et l'O.L.P, peut-on partager un pays revendiqué par deux peuples, différents par la race, la culture, la religion ? Peut-on mener des négociations sur l'établissement d'un état palestinien tout en favorisant le terrorisme ou l'implantation de colons sur un sol revendiqué par l'autre parti en présence ? Le problème ne sera pas résolu du jour au lendemain, et les mentalités des deux camps ne sont pas prêtes actuellement à céder face à l'ancien ennemi.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
1. HISTOIRE DE LA PALESTINE.....	2
1.1. UNE TERRE DE PASSAGE	2
1.2. D'UN ETAT ARABE A UN PEUPEMENT HETEROGENE.....	3
1.3. LA CREATION D'ISRAEL.....	3
1.4. ... ET LA NAISSANCE DU PEUPLE PALESTINIEN.....	4
1.5. LES CHEMINS DE LA PAIX.....	4
2. LES STRATEGIES D'OCCUPATION D'ISRAEL.....	5
2.1. UNE POLITIQUE D'OCCUPATION DE L'ESPACE HUMAIN.....	5
2.2. UNE POLITIQUE ECONOMIQUE.....	6
2.3. UNE POLITIQUE AGRICOLE.....	7
2.4. UNE POLITIQUE HYDRAULIQUE.....	7
3. LES DIFFERENCES DE CULTURE.....	7
3.1. REFUGIES CONTRE SEDENTAIRES	8
3.2. LES RELIGIONS	8
4. LA MONTEE DES EXTREMISTES.....	9
4.1. LES COLONS ISRAELIENS.....	9
4.2. LES PARTIS EXTREMISTES D'ISRAEL.....	9
4.3. LE HAMAS.....	10
4.4. LES AUTRES EXTREMISTES PALESTINIENS	10
5. UN POINT CHAUD : JERUSALEM.....	11
5.1. LA VILLE TROIS FOIS SAINTE	11
5.2. LES REVENDICATIONS	11
5.3. UN STATUT INTERNATIONAL EST-IL POSSIBLE ?.....	12
CONCLUSION.....	12
ANNEXE 1 : CARTE DE L'ETAT D'ISRAËL.....	14
ANNEXE 2 : LES IMPLANTATIONS ISRAELIENNES ET LES CAMPS PALESTINIENS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES.....	15
BIBLIOGRAPHIE.....	16

On se dressera
nation contre nation,
royaume contre royaume. Il y
aura de grands
tremblements de terre et ça
et là des pestes et des
famines ; il y aura aussi des
phénomènes effrayants et
dans le ciel des grands
signes.

(Luc, 21, 10-11)

INTRODUCTION

Dans l'histoire de notre humanité, le lundi 13 septembre 1993 restera marqué par une image à sensation. Sur le perron de la Maison Blanche, sous le parrainage du président américain Bill Clinton, le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, serrait la main du chef de l'O.L.P, Yasser Arafat. L'inimaginable semblait se réaliser : la paix s'établissait entre deux rivaux. Deux peuples étaient en train de se promettre un avenir autre que celui qui avait trop marqué le territoire du Moyen-Orient pendant ces cinquante dernières années. « Nous sommes destinés à vivre ensemble sur la même terre » avait déclaré le Premier ministre israélien au chef de l'O.L.P.

Cette phrase semblait pleine d'espoir. L'est-elle en réalité ? Car le problème est loin d'être résolu, au vu des événements, souvent à caractère violent, qui ont suivi cette poignée de main historique. Problème qui, d'ailleurs, s'est toujours posé depuis la création de l'état d'Israël : peut-on réellement vivre à deux sur la même terre, lorsque l'on a chacun de bonnes raisons de la considérer comme entièrement sienne ? Peut-on accepter qu'un autre qui n'a pas la même culture, la même religion, la même tradition, habite sur le même sol ? En tentant de reposer cette question de façon plus optimiste, peut-on accepter que quelqu'un qui vous a chassé de chez vous vous y tolère, dans la mesure où vous ne contrecarrez pas ses projets d'installation ?

L'assassinat d'Yitzhat Rabin, deux ans plus tard, et la reprise des attentats en Israël prouvent qu'un long chemin reste encore à parcourir. Un partage du sol n'est pas encore possible pour l'instant. Car, si la terre est commune, tout sépare les israéliens des palestiniens. Que ce soit au point de vue race, religion, culture, ou par leurs activités humaines comme le commerce et l'industrie, ces deux peuples sont fondamentalement opposés.

Un peu d'histoire sera nécessaire pour bien comprendre le sujet délicat que représente la Palestine. Ensuite, une étude sera entreprise sur la politique que même Israël aujourd'hui, ainsi que les divergences qui opposent ces deux peuples, essentiellement sur le plan des croyances, avec la montée des extrémistes. Enfin une partie sera consacré au délicat problème que représente Jérusalem, ville revendiquée par la bagatelle de trois religions fondamentales de notre monde moderne, ce qui fait que ce sujet ne peut être passé sous silence.

1. HISTOIRE DE LA PALESTINE

1.1. Une terre de passage

Les premières traces d'occupation dans cette région du globe remontent au Paléolithique ancien. La Palestine servit de lieu de passage obligé entre les mers et le désert depuis le berceau de l'Afrique vers l'Asie. Puis elle fut, durant la période cananéenne (au début du III^e millénaire),

partagée entre de nombreux petits royaumes indépendants. Cela aurait pu être de bonne augure pour notre situation actuelle. Mais déjà d'autres conquérants, comme les Egyptiens, s'intéressèrent à ce pays et le soumirent, afin de se protéger d'éventuelles agressions venant du nord. Ensuite, et ils furent les premiers habitants cités par écrit, les Philistins eurent à se mesurer, au XII^e siècle avant notre ère, au peuple hébreu, revenant sur la Terre promise après sa délivrance de l'esclavage égyptien. La Palestine eut à subir également toutes les grandes invasions, soit provenant de la Grèce continentale, soit ayant comme acteurs les Perses et les Babyloniens. La Bible, par le Livre des Lamentations, nous donne un aperçu de cet autre exil des Hébreux.

1.2. D'un état arabe à un peuplement hétérogène

Le pays, à l'aube de l'ère chrétienne, tomba sous la domination romaine. Puis ce fut, à partir du 14^e siècle, la période ottomane. Les Turcs créèrent alors les *sandjak*, dont la plupart furent autonomes, car leur souci majeur fut, en fait, la protection de la route allant de Damas au Caire. A ce moment-là, la population était majoritairement musulmane, les Hébreux ayant émigrés en grand nombre, notamment vers les pays européens. Seules quelques colonies juives subsistaient vers la ville de Safed ou aux alentours du lac de Tibériade. Les croisades ne modifièrent en rien, ou si peu, le paysage géopolitique de la Palestine, et il fallut attendre la fin du 19^e siècle pour voir les données évoluer.

Un mouvement sioniste se constitua alors en Europe. Son but était clairement défini : assurer le retour des Juifs en Palestine. Il s'appuya pour cela sur les théories de Théodore Herzl, énoncées au premier congrès sioniste de Bâle, en 1897. A ce moment-là, les juifs n'étaient qu'environ 35 000 sur place. A l'issue de la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne reçut mandat sur la Palestine et un premier recensement fut effectué en 1922. Le constat était le suivant : il y avait 73 000 chrétiens, 591 000 musulmans et 84 000 juifs. Or, en 1931, cette dernière population passait à 175 000 personnes. Les islamistes étaient, à ce moment-là, 760 000. De plus, les grands propriétaires terriens eurent le tort de vendre leurs meilleures parcelles aux juifs. D'autre part, toujours pour inverser les rapports des différentes confessions, la montée du nazisme en Europe accéléra l'immigration, amenant, en 1941, la population juive à 501 000 habitants. Une fois la paix rétablie en Europe, l'exode des rescapés de l'Holocauste fut massif ; un dernier recensement britannique, en 1946, faisait état de 700 000 juifs contre 1,4 million de musulmans et 145 000 chrétiens.

1.3. La création d'Israël...

Déjà dès 1944, les organisations les plus extrémistes juives, comme l'Irgun et le groupe Stern, étaient en lutte ouverte avec l'occupant britannique. La Haganah, sous la demande de Ben Gourion, entra à son tour dans la lutte en 1945. De leur côté, les pays arabes ne restaient pas inactifs et créaient en septembre 1944, un comité arabe palestinien. Les persécutions contre les Juifs commencèrent également. Devant toutes ces menaces, la Grande-Bretagne réagissait en renforçant sa présence militaire en Palestine et en essayant de contrer l'exode massif des populations juives. Peine perdue, car en août 1947,

les Nations Unies, recommandaient le partage de la Palestine en trois zones indépendantes, à savoir un état juif, un état arabe et une zone internationale, incluant les lieux saints. Ce plan fut voté le 29 novembre 1947, entraînant la fureur des gouvernements locaux et la première guerre israélo-arabe. A l'occasion du départ des Britanniques, les membres du conseil national juif proclamaient « l'établissement de l'Etat juif de Palestine qui se nommera Israël ».

Du fait de la divergence des objectifs des pays arabes, Israël put sortir vainqueur de cette première guerre. Et ce furent surtout les palestiniens les vrais victimes. Ils commencèrent à s'entasser dans les camps du Liban, de Jordanie ou de la bande de Gaza.

Les autres guerres israélo-arabes entre 1956 et 1982 permirent à Israël d'accentuer sa main mise sur la Palestine, notamment avec l'occupation de la Cisjordanie en 1967. Mais c'est surtout le terrorisme palestinien qui entraîna le plus de réactions de l'état hébreu contre les territoires occupés et les pays limitrophes ; ainsi l'opération " Paix en Galilée " permit de repousser les Palestiniens du Sud-Liban, lieu d'où partaient les actions belliqueuses des *fedayins*, et de renforcer l'autorité israélienne sur ces mêmes territoires.

1.4. ... et la naissance du peuple palestinien

La caractéristique essentielle du peuple palestinien est d'être né de l'exil. En effet, avant l'émergence de la nation juive, la Palestine était habitée par les mêmes habitants que les nations voisines, à savoir la Jordanie, la Syrie, le Liban. Ils étaient tous Arabes, issus de cette occupation ottomane des siècles précédents. Lors de la création d'Israël, une grosse partie de ce peuple émigra dans ces pays limitrophes, qui comptaient à l'époque la bande de Gaza et la Cisjordanie. Ceux qui restèrent dans les frontières d'Israël d'avant 1967 reçurent l'appellation d'Arabes israéliens. Puis la notion de Palestinien se précisa avec l'occupation de ces deux territoires précités.

La plupart de ce peuple a donc choisi de vivre en exil. En effet, une estimation de 4 millions de palestiniens a été donnée en 1980, et seulement 25% vivent en Israël ou dans les territoires occupés. C'est pourtant cette minorité qui déclencha la guerre des pierres ou *intifada* et qui fut un des faits à l'origine des accords de paix entre Israël et l'O.L.P. D'autre part, les autres populations en exil se sont faites autant remarquées par des tentatives de déstabilisation des pouvoirs en place (tentative de renversement du Roi Husayn de Jordanie en 1970, guerre civile au Liban dès 1976, soutien à Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe) que par leur tendance à abriter des sanctuaires militaires, pour former des terroristes allant combattre Israël. Rejeté alors successivement par beaucoup de pays, le peuple palestinien ne dut son salut que grâce au mouvement de résistance interne qui se caractérisa par l'*intifada*.

1.5. Les chemins de la paix

Le premier fait marquant vers un règlement du conflit fut la reconnaissance internationale de l'Organisation de Libération de la Palestine

(O.L.P.) à partir des années 70. Celle-ci pouvait alors à son tour assouplir ses positions et admettre la possibilité de création d'un état palestinien sur une partie seulement du territoire libéré. Malgré une opposition de quelques 'durs', tel le groupe Abou Nidal, Yasser Arafat réussit à convaincre la plupart des mouvements palestiniens.

Un autre fait modifiait également la situation. L'*intifada*, ou la guerre des pierres, éclatait en décembre 1987. Ce soulèvement populaire révélait l'exaspération des populations des territoires occupés contre Israël. D'abord dépassée par ce mouvement de révolte, l'O.L.P. saisit l'occasion pour le contrôler et se présenter comme l'unique représentant d'un peuple refusant l'intégration.

La pression des Etats-Unis aboutit au début de négociations, avec la conférence de Madrid en octobre 1991, puis l'arrivée des travaillistes au pouvoir à l'issue des élections de juin 1992 permit leur continuation à Oslo de juin 1992 à août 1993. Malgré l'opposition des extrémistes des deux camps, une déclaration de principe était signée à Washington le 13 septembre 1993, et l'accord "Gaza-Jéricho" l'année suivante (4 mai 1994) au Caire. En dépit des nombreux attentats et affrontements qui suivirent cet accord, un fragile espoir vers un règlement de ce conflit semblait se dessiner pour ce pays tourmenté et divisé, processus que la victoire du Likoud en 1996 ralentit actuellement par une politique de refus et de provocation.

2. LES STRATEGIES D'OCCUPATION D'ISRAEL

Lorsque les Israéliens s'installèrent sur la terre de Palestine, l'idée maîtresse motivant leur implantation était la théorie du sionisme. Ces idées, répandues par Théodore Herzl, mettaient en avant « l'émigration paisible et volontaire de colons, opérée franchement et ouvertement, dans le respect des droits acquis, en pleine légalité, sous les yeux des autorités et sous le contrôle de l'opinion publique »¹. Les bases de l'occupation de la Palestine étaient donc posées. Israël a ainsi des visées expansionnistes sur le territoire de la Palestine. Elle les réalise de façon démographique, économique, agricole et hydraulique.

2.1. Une politique d'occupation de l'espace humain

L'immigration était, à l'origine, une nécessité vitale pour la création de l'état d'Israël. Mais dans l'ensemble des territoires, y compris ceux occupés, la population arabe a toujours augmenté et doit théoriquement rattraper la population juive d'ici l'an 2000. Il fallait trouver des moyens autres que la course au taux de natalité pour contrer cette insuffisance. Ce fut l'occupation de l'espace humain.

Le problème du Golan est particulier, car ce n'est pas un territoire revendiqué par les Palestiniens, mais par la Syrie. Sachons toutefois que les

¹ Théodore Herzl, *L'Etat juif*, Stock, 1981.

israéliens ont comblé le vide créé par le départ en masse des Syriens par l'implantation de colons. Par contre, la Cisjordanie n'avait été que partiellement abandonnée par ses habitants. Il s'en est déduit des 'creux' entre les villages arabes. Il fallait qu'Israël marque politiquement ces vides. C'est ce qu'il a fait en installant des colons. Aujourd'hui, le poids de cette population est de 20%. Elle vise donc, non pas à dépasser la population arabe en nombre, mais à empêcher son extension en contractant son espace disponible. La croissance territoriale palestinienne est, de fait, contré par ces butoirs. Ainsi la continuité arabe est-elle rompue.

Pour la bande de Gaza, le problème se présentait différemment. Car la population arabe y est massée sur 362 km² et elle est forte de 350 000 habitants. Elle est concentrée dans la partie centrale de ce territoire. Ceci pouvait favoriser la prolifération d'idées extrémistes (c'est d'ailleurs ce qui finira par se passer avec l'émergence du Hamas). Israël ne pouvait alors qu'imposer une présence légère, destinée plus à essayer de contrer le surnombre palestinien qu'à implanter des installations définitives, dont l'activité agricole aurait reposé sur un sol peu productif de sable ou de grès.

2.2. Une politique économique

Il ne faut pas s'y tromper ! Le travail, en Israël, n'a pas pour fonction première d'être une activité de production. Il a une fonction essentiellement politique, directement liée aux idées développées par le sionisme : « former une communauté de travailleurs juifs qui soit le fondement social sur lequel s'édifiera le foyer national juif. »²

A l'inverse des puissances européennes qui utilisèrent la main d'œuvre locale dans leurs anciens empires coloniaux, les israéliens, dans les territoires occupés, travaillent essentiellement en autonomie, tant sur le plan du personnel employé que au point de vue économique. Ainsi une présence physique est établie, et il sera difficile aux palestiniens de pouvoir profiter de ces emplois qu'Israël génère en ces lieux. D'autant plus que certaines industries sont qualifiées de pointe (usines d'armement, électronique, recherche nucléaire) et l'on voit bien mal les israéliens accepter que des travailleurs palestiniens coopèrent dans ce genre de secteur.

D'autre part, les implantations industrielles ont des structures souples, de taille réduite. Elles ne dépendent pas de conditions d'environnement, comme cela est nécessaire à l'agriculture. Ainsi les territoires occupés peuvent attirer une population diverse et nombreuse, facilitant ainsi une tendance vers la colonisation de masse. La présence, dans certains gouvernements du Likoud, d'Ariel Sharon au poste de ministre de l'Industrie et du Commerce n'était pas innocente, lorsque l'on connaît les positions de l'intéressé en matière de politique d'occupation des sols.

² Alain Dieckhoff - *Les espaces d'Israël* (Les 7 épées)

2.3. Une politique agricole

Entre ce qu'était l'agriculture à la naissance de l'état d'Israël et ce qu'elle est maintenant, nul ne pourra nier l'extraordinaire réalisation du peuple juif pour tirer partie de cette terre. Son effort se traduit toujours par une augmentation constante des surfaces arables.

Mais au delà de l'exploit technique réalisé, il faut y voir une politique de main mise sur les territoires occupés que mène l'état hébreu. L'occupation du sol par son exploitation permet aux colons israéliens de se poser d'abord en première ligne de défense sur la vallée du Jourdain, ceci restant toujours valable malgré le changement de relations entre la Jordanie et Israël. Ensuite, qui dit agriculture dit exploitant agricole, et l'on retombe à ce moment-là dans la politique d'occupation de l'espace humain.

La mise en place des *kibboutz* fut à l'origine de cet occupation du sol. Même si, aujourd'hui, l'évolution vers la micro-industrie et le désir de profiter de ses propres récoltes ont fait évoluer ces implantations vers une certaine forme d'individualisme, leur multiplication au cours de ces trente dernières années est bien un des problèmes cruciaux entre Israël et les palestiniens. Combien de familles ont vu, dans la bande de Gaza ou à Jérusalem, leur maison rasée après leur expulsion, et dans la foulée, des colons juifs s'installer ! Cette implantation est vraiment vécue comme une catastrophe par les populations des territoires occupés.

2.4. Une politique hydraulique

L'eau a toujours été un enjeu stratégique dans cette partie de la planète. Ainsi beaucoup d'implantations, surtout dans le nord du pays, ont également pour mission de garder les sources jaillissant du mont Hermon et du Golan.

Car en ce qui concerne le partage de cette richesse indispensable, Israël s'est taillé la part du lion, en exploitant d'abord les ressources locales (notamment par forage), surtout au profit des implantations juives dans les territoires occupés, mais aussi en bénéficiant du Jourdain et de son bassin hydraulique.

A l'inverse, il fallait empêcher les palestiniens d'exploiter à leur tour cette manne qui aurait permis l'extension de leurs terres irriguées. Ainsi des restrictions furent mises par le gouvernement israélien sur les forages, les allocations en eau, les plantations, etc. Cela poussait également les populations des territoires occupés à devenir des clients potentiels du système de distribution hydraulique. Tout cela n'était évidemment pas neutre politiquement !

3. LES DIFFERENCES DE CULTURE

Nul n'a besoin d'être grand géopoliticien pour remarquer la différence fondamentale de culture entre le peuple juif et le peuple palestinien. Il est sûr

que la renaissance des hébreux a été un phénomène peu commun dans l'histoire culturelle de l'humanité. Mais force est de constater que ces deux peuples s'opposent par leur mode de vie et leur religion.

3.1. Réfugiés contre sédentaires

Le contraste est saisissant. D'un côté, les Israéliens font vraiment figure de nation de type occidental. Des structures d'éducation, d'assistance sociale, de fonction publique, des moyens culturels, et bien d'autres facteurs encore, sont solidement établis. Ils permettent à la société israélienne de vivre correctement, même si l'intégration des derniers immigrants, en particulier provenant de l'ex-U.R.S.S., ne se fait pas sans mal.

Du côté palestinien, tout reste encore à faire. Les réfugiés qui s'entassent dans les quelques camps de Gaza et de Cisjordanie sont mêlés aux populations arabes qui choisirent en 1948 de rester sur place. Un embryon de structures d'état vient de se mettre en place suite aux récents accords de paix avec Israël. Mais c'est sans comparaison avec ceux de l'état juif. Il faudra encore de nombreuses années avant qu'une Palestine parfaitement structurée soit définitivement établie. Alors la solution serait une coopération entre voisins. C'est actuellement inconcevable. Les Israéliens verraient certainement d'un mauvais œil la mise en place dans leurs structures sociales et éducatives de quotas pour les palestiniens, d'autant plus que, par exemple, déjà des universités palestiniennes existent.

3.2. Les religions

Voilà certainement un des points les plus chauds et les plus délicats pour pouvoir réaliser une entente israélo-palestinienne : le problème religieux.

Les religions juive et musulmane sont dominantes. Toutes les deux sont à bien étudier dans leurs principes. Et là, il n'est pas besoin de se voiler la face : toutes les deux reposent sur des problèmes d'intolérance.

En effet, il suffit de relire tout l'Ancien Testament pour comprendre que le peuple hébreu est en étroite relation avec son Dieu. En Son nom, il lutte pour sa survie. Il ne serait question pour lui de se faire dominer par une autre religion, a fortiori par l'islam. Un courant tolérant émerge en ce moment de la population israélienne, en opposition avec les parties fondamentalistes. Mais il se heurte à l'ancienne tendance, encore très forte, et dont les positions ne sauraient être remises en question. Peut-être l'unité viendra-t-elle de Jérusalem, pour que les hommes de bonne volonté s'unissent et prêchent pour une réconciliation nationale. Les appels à la paix de ces dernières années en sont certainement un signe précurseur.

Encore plus marqué par l'intolérance, les mouvements intégristes, comme le Hamas, prônent actuellement l'établissement d'un Etat islamique palestinien. Les musulmans arrivent pourtant à pratiquer leur religion dans l'état d'Israël. Mais les fondements de cette croyance sont formels. Il y a le peuple des croyants, les gens du Livre et les infidèles. Même si les juifs appartiennent à la seconde catégorie, ils ne peuvent pas dominer les

musulmans. Est-il alors possible d'imaginer une constitution fondée sur deux religions ? C'est irréaliste ! Une séparation des états, solution envisagée à présent et qui commence à se mettre en place, n'aboutirait-elle pas à une menace pour Israël de la part d'un pays islamiste fondamentaliste ? Car c'est bien à ce genre de terrorisme qu'ont à combattre actuellement les israéliens. Si celui-ci s'implantait au sein d'une structure stable, la situation ne pourrait que dégénérer vers un conflit violent.

4. LA MONTEE DES EXTREMISTES

A la suite des accords de paix conclus entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, les actions d'éclat de groupes extrémistes ont perturbé la vie en Israël. Elles sont toutes sous la responsabilité de groupes ou groupuscules extrémistes de chaque bord. Plusieurs fois, elles ont remis en question le processus de paix. Quels sont ces groupes qui risquent de retarder, voire faire capoter les pourparlers entre palestiniens et israéliens ?

4.1. Les colons israéliens

Le 25 février 1993, un médecin de la colonie juive de Kyriat Arbat, membre de la communauté d'extrême-droite anti-arabe Kach, ouvrait le feu sur des fidèles à l'intérieur de la mosquée d'Hébron, provoquant la mort de 29 palestiniens.

Que ce soit dans la bande de Gaza ou autour d'Hébron, les colons israéliens ont été nombreux à opposer un refus total d'évacuation de leurs implantations. Ce mouvement a été encore ces derniers temps appuyé par le gouvernement du Likoud, qui non seulement le soutient fermement, mais a même comme projet de fonder de nouvelles colonies autour de Jérusalem-Est. Cela retarderait fondamentalement la marche vers la paix. Le problème est que tous ces israéliens implantés dans les territoires occupés et ayant travaillé cette terre, l'ayant mise en valeur et ayant fondé un espoir dans ces implantations, n'ont pas envie du jour au lendemain soit d'être déplacés, soit de tomber sous la coupe d'un gouvernement souvent responsable des anciennes exactions de ces trente dernières années. Les occupations illégales de terrain, comme la " guerre des collines " le 20 juillet 1995, montrent que les colons sont prêt à tout pour saboter le processus de paix et refuser un partage du sol.

4.2. Les partis extrémistes d'Israël

Dès leurs origines, les Hébreux se sont distingués par la relation qu'ils avaient avec leur Dieu. Il n'est pas étonnant de voir de l'extrémisme religieux trouver sa place dans la société israélienne. Il suffit de se promener à Jérusalem dans le quartier de Mea Shearim pour s'en rendre compte. Ses habitants refusent jusqu'à reconnaître l'existence de l'état d'Israël sous le prétexte qu'il n'est pas un pays théocratique.

Mais c'est surtout par la présence de partis politiques religieux et souvent présents à la Knesset que les problèmes surviennent. Ces groupes revendiquent la promotion de la tradition religieuse d'Israël ou la stricte

observance de la Torah en tant que fondement constitutionnel de l'état. La terre promise a été acquise au prix de lourdes souffrances ou d'énormes sacrifices. Verrait-on des lieux d'où ont émergé des tribus d'Israël tomber aux mains des non-juifs ? Cela demeure totalement impensable encore aujourd'hui. Ces mouvements accordent également leur soutien aux différents gouvernements du Likoud et lui permettent de mener une politique d'extension assez forte. Les dernières élections législatives ont vu une percée de ces partis. Cela ne présage rien de bien réjouissant pour l'avenir.

4.3. Le Hamas

Fondé par cheikh Ahmed Yassine en 1989, le Hamas est un mouvement fondamentaliste et intégriste dont le but est simple : opposé au processus de paix lancé par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin en septembre 1993, il recherche la destruction pure et simple d'Israël. Son ambition ? Mettre à la place un état islamique. Soutenu par des pays fondamentalistes comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran, il se fait remarquer par des séries d'attentats au cœur de la société israélienne.

Son influence est particulièrement grande dans les territoires occupés défavorisés comme la bande de Gaza. Il trouve une large écoute dans les universités palestiniennes, la moitié des mosquées de Gaza, les fondations caritatives, sociales et sportives. Il arrive à embrigader beaucoup de jeunes palestiniens, complètement désœuvrés, refusant l'intégration et allant jusqu'à se sacrifier pour la cause islamiste.

Ses actions meurtrières et retentissantes ont eu pour conséquence de geler plusieurs fois le processus de paix, malgré une condamnation de telles actions par l'O.L.P. Son récent renforcement suscitait également l'inquiétude des états arabes pour qui l'intégrisme islamiste représente également une menace.

4.4. Les autres extrémistes palestiniens

Lors de la signature des accords de paix en septembre 1993, Yasser Arafat ne représentait pas l'ensemble des organisations palestiniennes, mais uniquement l'O.L.P. En effet, plusieurs mouvements n'ont toujours pas accepté ces accords. En premier lieu, on peut citer le Front Populaire de Libération de la Palestine du docteur Habbache. Son objectif est double : se réclamant du marxisme, il veut mettre à bas à la fois Israël et les régimes arabes réactionnaires. Il est fermement opposé aux accords de paix avec l'état hébreu et prône toujours la lutte armée avec lui. N'oublions pas que sa section "Actions", puis la partie qui s'en détacha en 1972, le "FPLP - Commando spécial", ont été responsables des principaux attentats et prises d'otages des années 70.

D'autres mouvements, comme le Fatha d'Abou-Nidal, ou la Saïka, proche des Syriens, n'ont pas non plus accepté les accords de paix. Cela s'est même traduit par des tentatives d'assassinat sur la personne de Yasser Arafat. Cette diversité de vue sur les accords de paix rend difficile l'unité palestinienne, l'O.L.P. voyant ses efforts contrecarrés par d'autres

Palestiniens. Mais à part le Hamas, dont l'influence est grande dans les territoires occupés, ces partis ne rencontrent qu'un très faible soutien des populations. Yasser Arafat a su s'appuyer sur ce point fort pour mener des compromis entre factions. Mais il est sûr qu'actuellement, il reste très isolé en tant que seul leader palestinien favorable aux accords d'Oslo.

5. UN POINT CHAUD : JERUSALEM

5.1. La ville trois fois sainte

Jérusalem, ville au nom mythique ! Qui ne connaît pas cet endroit du monde, si chère à la religion chrétienne ? La cité fondée par le roi David, a connu, durant les siècles passés, une histoire tourmentée. Les affrontements entre différents peuples, envahisseurs ou résidents locaux, ont jalonné son histoire hier comme aujourd'hui.

Tout cela est compréhensible, vu l'importance de cette ville dans les trois principales religions monothéistes de notre planète. D'abord cité où Salomon érigea le temple de Yahvé, là où demeurerait l'arche d'alliance, elle fut le départ des églises chrétiennes, puis intégrée à l'histoire de l'Islam avec notamment l'épisode du Dôme du Rocher³.

On comprend que toute son histoire ait été marquée par des actions de guerre pour que les peuples dominants de la planète s'attribuent, au nom de la religion, cet endroit. Des croisades à la réunification de la ville, aujourd'hui encore, elle est le lieu d'affrontements parfois sanglants.

5.2. Les revendications

Lorsque l'on regarde les quartiers de la vieille ville, on comprend tout le problème de Jérusalem. Ce lieu est partagé entre les juifs, les chrétiens, les arméniens et les musulmans. Si les chrétiens ne revendiquent que l'accès aux lieux saints, les musulmans ont une position beaucoup plus tranchée et ferme. Jérusalem est la deuxième cité sainte derrière La Mecque. Pas question donc pour eux de partager !

Or la situation est exactement la même chez les juifs. C'est là où était le temple de Dieu, c'est là où il doit resurgir pour les plus ultras, c'est là où doit être la capitale de l'état hébreu pour les plus libéraux. La politique d'expansion dans et autour de la ville est toujours restée une priorité pour l'état d'Israël. Des politiciens, comme Ariel Sharon, ont toujours mené des actions visant à déloger des familles palestiniennes pour y établir des points d'ancrage juifs. La récente affaire du projet d'implantation de colonies à l'est de Jérusalem est encore un exemple flagrant.

Quant à Yasser Arafat, il espère bien faire de Jérusalem-Est la future capitale du nouvel état palestinien. Ceci ne fait que rajouter de l'huile sur le feu

³ C'est du haut du rocher du mont Moriah que Mahomet se serait, selon la tradition, élevé dans le ciel.

de la discorde et le statut de la ville est, pour le moment, exclu des négociations pour le partage du sol.

5.3. Un statut international est-il possible ?

Devant toutes les revendications pesant sur la ville de Jérusalem, la solution se présentant comme la plus favorable était de placer Jérusalem sous mandat international. L'idée était le libre accès aux différents lieux, essentiellement de culte, car n'oublions pas que Jérusalem a surtout une dimension spirituelle.

Or ce serait nier les principaux fondements des revendications des différents peuples sur la Ville Sainte. Peut-on, en érigeant le drapeau de l'O.N.U. sur une ville, mettre sous le boisseau les problèmes de restauration du temple de Salomon, faire taire les intégristes musulmans qui ne tolère qu'avec beaucoup de restrictions les autres religions ?

Cette solution est loin de remporter une totale adhésion. Les raisons de discorde sont trop évidentes actuellement, et le gouvernement en place de Benyamin Netanyahou ne veut pas entendre les revendications de Yasser Arafat ou d'Hussein de Jordanie sur Jérusalem-Est. Un accord ne serait pas impossible, certes non. Mais il est actuellement trop tôt pour en jeter les bases.

CONCLUSION

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le processus de paix semble mal engagé actuellement. S'il a eu le mérite d'être lancé, les divergences actuelles restent trop nombreuses pour le conclure dans les quelques années à venir et sans nuire à l'un des deux partis en présence. Chaque négociation butte sur des problèmes d'ordre géographique, politique et religieux.

Actuellement, un partage du sol de la Palestine est impossible. Le gouvernement de Benyamin Netanyahou freine des quatre fers pour continuer la poursuite des accords de paix. De son côté, l'O.L.P. est soumise à la pression des extrémistes qui n'ont pas baissé les bras. Elle n'a pas non plus d'objectifs clairement assignés pour créer un état indépendant, et se caractérise par des tendances autocratiques dans un climat de corruption.

La route sera longue et semée d'embûches. Mais un dénouement plus rapide peut être envisagé par l'action d'éléments prépondérants autour des deux antagonistes. Les Etats-Unis en sont le principal acteur. La part qu'a pris ce pays dans les premières négociations est importante, et son rôle pourra peser dans la balance pour faire fléchir tel ou tel bord. N'oublions pas non plus qu'une partie importante de la diaspora juive est implantée aux Etats-Unis et peut être un moyen de pression par l'intermédiaire de la politique américaine.

D'autres voix pourraient venir de la part du groupe de pays arabes, voisins d'Israël. Si la paix est faite avec l'Égypte et la Jordanie, il reste à convaincre la Syrie de se joindre une bonne fois pour toutes à une vraie table

de négociations. La restitution du plateau du Golan pèsera de tout son poids dans la balance, c'est vrai, mais souvenons-nous de l'Egypte qui a obtenu tout de suite le Sinaï, une fois la paix faite.

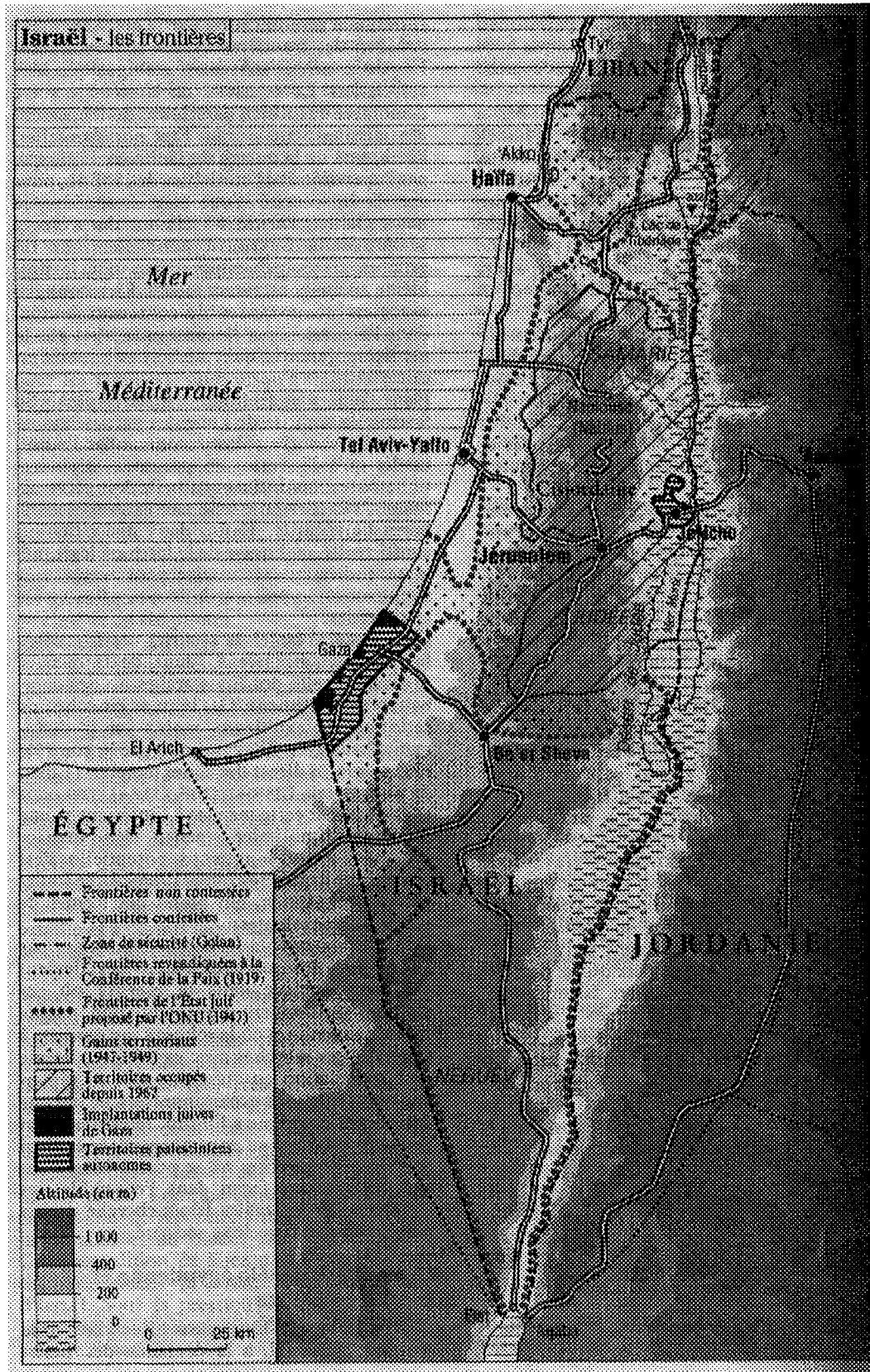
Les pourparlers seront plus délicats et difficiles avec les pays extrémistes ou fondamentalistes. On peut citer en tout premier lieu l'Iran, et sa politique ultra envers le sionisme. Même si ce pays n'en ait plus à l'ère de l'ayatollah Khomeiny, il reste encore leader dans la politique terroriste contre Israël. D'ici à ce qu'il accepte un état hébreu collatéral à un état palestinien, il reste un chemin immense à parcourir ! Mais l'espérance ne fait-elle pas partie de l'histoire de l'homme ?

Ainsi ce très long cheminement vers un partage du sol palestinien pourrait probablement être écourté grâce à la foi des hommes de cette terre, foi si chère à nos trois religions monothéistes, et dont la paix reste un des fondements. Car ainsi parle le psalmiste :

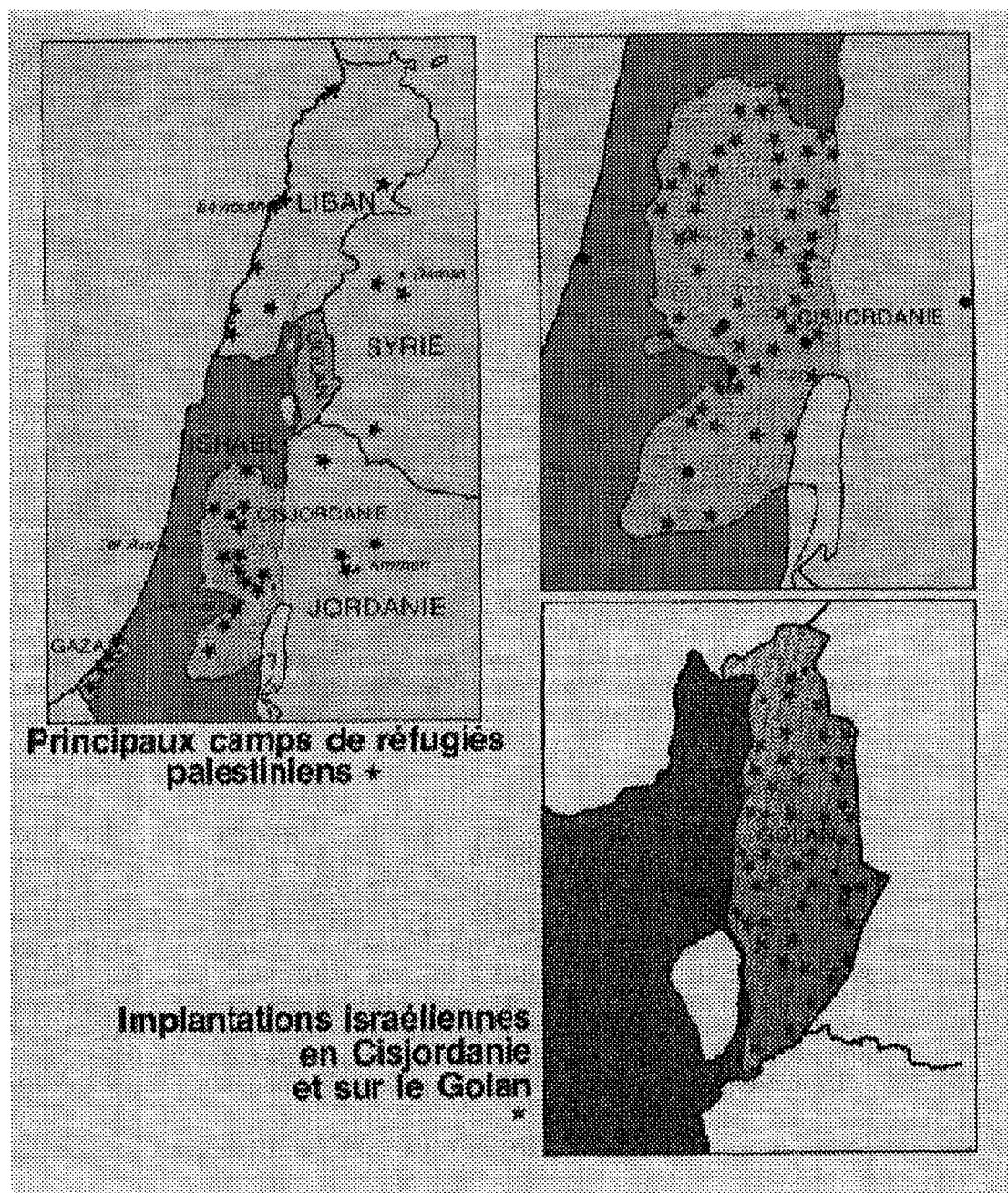
*Amour et fidélité se rencontrent,
Justice et Paix s'embrassent ;
Fidélité germera de la terre,
et des cieux Justice se penchera.⁴*

⁴ Psaume 85.

ANNEXE 1 : CARTE DE L'ETAT D'ISRAËL



ANNEXE 2 : LES IMPLANTATIONS ISRAËLIENNES ET LES CAMPS PALESTINIENS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES



BIBLIOGRAPHIE

Emile LLORCA - *Israël et le monde arabe* - (Ellipses - 1995)

Alain DIECKHOFF - *Les espaces d'Israël* - (Les 7 épées - 1987)

Philippe LEMARCHAND - *Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe* - (Editions Complexe - 1993)

Yves LACOSTE - *Dictionnaire de géopolitique* - (Flammarion - 1995)

André CHOURAQUI - *L'Etat d'Israël* - (Que sais-je, PUF - 1990)

Direction du Personnel et de l'Administration - Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement - *Les pays arabes* - (Ministère de l'Economie et des Finances)

Collectif - *L'état du monde (édition 1998 - Annuaire économique et géopolitique mondial)* - (La Découverte - 1997)